

Document

Quand des Grecs fuient leur crise dans les Balkans

(Reuters)

01 juin 2012

Iosif Komninakidis tire nerveusement sur sa cigarette. Derrière son bureau de Rakovski, une petite ville bulgare assoupie, il considère la courbe des ventes, en chute libre, des jeans de son entreprise grecque.

Ses activités traversaient déjà une mauvaise passe quand les élections législatives du 6 mai ont engagé la Grèce dans une impasse politique, contraignant le président Karolos Papoulias à décréter de nouvelles élections pour le mois de juin.

"Les ventes vers la Grèce avaient chuté de 30 à 35%. Après les élections, elles ont complètement cessé. Les gens sont en pleine expectative", déclare l'énergique directeur de l'entreprise Staff Jeans & Co.

Les affaires, elles, ne peuvent pas se permettre de rester dans l'expectative.

Staff & Jeans emploie 800 personnes à Rakovski, à 180 km au nord de la frontière avec la Grèce. Il prévoit désormais de transférer de nouvelles activités en Bulgarie, afin de réduire les coûts et de pouvoir livrer plus facilement ses produits en Allemagne et en Italie.

Plusieurs grandes entreprises grecques, conscientes du potentiel de croissance des Balkans dans les années 1990, se sont implantées dans certains ex-*"pays de l'Est"*, dont les économies se développaient rapidement. Il en fut ainsi, par exemple, de Coca-Cola Hellenic ou de Chipita.

Aujourd'hui, des centaines de petites entreprises grecques font de même, profitant d'un coût du travail plus faible dans des pays de la région comme la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie.

De tels pays, communistes jusqu'aux bouleversements historiques des années 1989 à 1991, offrent une stabilité politique plus grande que la Grèce.

"Ici, vous avez la sécurité. Il y a un taux d'imposition fixe de 10%, de sorte qu'on sait combien on peut gagner et combien on devra payer, ce qui n'est pas le cas en Grèce", explique Komninakidis, qui s'est installé à Rakovski en 1999.

ELDORADO BALKANIQUE

Autre pays membre de l'Union européenne, Chypre, qui entretient avec la Grèce des liens culturels et linguistiques plus forts, tire aussi profit de la tendance aux délocalisations des entreprises grecques, grâce à une fiscalité faible, même si le coût de la main-d'oeuvre est plus élevé.

Selon la presse chypriote, 1.500 sociétés grecques ont transféré leur siège à Chypre entre le début 2010 et août 2011.

Plus du quart des 2.800 sociétés grecques installées en Bulgarie s'y sont établies l'an dernier. Dans le même temps, le nombre de sociétés grecques en Roumanie a augmenté de 12% depuis 2009, passant à plus de 5.200, et près de 200 entreprises grecques se sont implantées en Albanie en 2010-2011, un bond de près d'un tiers par rapport aux deux années précédentes.

"L'intérêt des hommes d'affaires grecs de différents secteurs - des entreprises des technologies de l'information ou des secteurs de l'agroalimentaire, du verre, du plastique ou du bois -, a doublé au cours des deux dernières années", explique Dimitrios Tourikis, employé d'une société de consultants qui offre ses services aux entreprises étrangères à Sofia et à Athènes.

La chute du communisme a fourni une mine de possibilités aux Grecs dans les Balkans, ce dont témoignent les entreprises fortement présentes dans l'économie bulgare, de la compagnie de télécommunications grecque OTE à la société du bâtiment GEK Terna.

Les banques grecques contrôlent un quart du système financier bulgare, et elles sont fortement présentes en Roumanie, en Macédoine, en Albanie et en Serbie.

Toutes ces grandes entreprises ont misé sur la croissance économique des Balkans, injectant trois milliards d'euros en Bulgarie depuis 1996, y créant plus de 80.000 emplois et préparant le terrain à la venue de PME grecques.

Mais les investissements grecs qui ont soutenu les pays du sud-est de l'Europe rendent aujourd'hui les Balkans hautement vulnérables à toute faillite ou toute sortie de l'euro par la Grèce.